

Ne Mwanda Nsemi en fuite; le siège continue à Kinshasa

Congo-Kinshasa Un autre foyer d'insurrection fait une centaine de morts au Kasai, selon l'Onu.

Statu quo, mercredi à Kinshasa, où les forces de l'ordre faisaient toujours le siège de deux résidences du député d'ethnie kongo Ne Mwanda Nsemi, chef de la secte politico-mystique interdite Bundu dia Kongo, partisane d'un confédéralisme (voir La Libre 15 février). Des dissensions internes ont donné lieu à des affrontements meurtriers, ces dernières semaines, à Kimpese, au Kongo central, et le gourou a appelé il y a quelques jours à renverser le président Joseph Kabila, dont il plaida brièvement, en 2015, le maintien au pouvoir durant trois ans de plus que son mandat légal.

Ne Mwanda Nsemi serait en fuite et non dans une des deux résidences. Les lieux seraient occupés par une soixantaine de familles adeptes, ce qui explique sans doute que les forces de l'ordre – dont des militaires – n'aient pas encore donné l'assaut aux résidences. Les attaques à balles réelles de lundi et mardi contre des miliciens de la secte armés de pierres auraient fait 5 ou 6 morts, selon les sources, et plusieurs dizaines de blessés. Les quartiers respectifs des deux résidences, à Ngiri Ngiri et Ngaliema, ont été bouclés et une partie de la population a préféré quitter les lieux.

Le Parlement n'étant plus en session jusqu'au 15 mars, la levée de l'immunité de Ne Mwanda Nsemi ne peut en outre intervenir pour le moment, ce qui pose problème.

Plusieurs conflits ravivés

La fin du mandat présidentiel légal de Joseph Kabila, le 19 décembre dernier, a ravivé plusieurs conflits comme celui de Bundu dia Kongo, qui réclame plus de postes de pouvoir pour l'ethnie Kongo et des indemnités pour de précédentes répressions contre les militants de la secte.

Ainsi, au Kasai, 101 personnes, dont 39 femmes, ont été tuées entre les 9 et 13 février, a indi-

qué mardi le Haut-commissariat de l'Onu aux Droits de l'homme. Une insurrection a été déclenchée dans cette région par l'assassinat d'un chef local, Kamwina Nsapu, qui protestait contre les exactions des forces de l'ordre, et par la sanglante répression qui a accueilli cette protestation. "Nous sommes profondément préoccupés par le grand nombre de décès signalés qui, s'il est confirmé, laisse supposer un recours disproportionné à la force de la part des soldats", a indiqué l'agence de l'Onu. Les militaires auraient, selon elle, ouvert le feu à la mitrailleuse sans distinction dès qu'ils repéraient des miliciens.

Lundi, le gouverneur d'une des provinces concernées, le Kasai central (Kananga), Alex Kande, avait assuré lundi que le calme était revenu, même s'il était "précaire", indique l'agence de presse congolaise APA. Il avait ajouté que le nombre de morts était "de loin, très loin, inférieur" au chiffre d'une centaine de morts cité localement. Le Premier ministre congolais, Samy Badibanga, avait dû renoncer, il y a peu, à se rendre à Kananga en raison d'une incursion de la milice de Kamwina Nsapu.

Des mouvements armés insurrectionnels sont également observés dans la province du Tanganyika (Kalemie, dans l'ex-Katanga), où pygmées de l'ethnie Twa et bantous de l'ethnie Luba s'entre-tuent depuis plus d'un an pour des problèmes de cohabitation; au Nord-Kivu, où une tentative d'incursion du M23 (rébellion tutsie) a récemment été dénoncée, et où se poursuivent des exactions attribuées aux ADF (rébellion ougandaise) à Beni et aux FDLR (rébellion hutue rwandaise) dans le Masisi.

Marie-France Cros

La fin du mandat présidentiel légal de Joseph Kabila, le 19 décembre dernier, a ravivé plusieurs conflits comme celui de Bundu dia Kongo.